

103153301

HLC/NG/

L'AN DEUX MILLE VINGT SIX,

LE VINGT QUATRE AVRIL

A RENNES (Ille-et-Vilaine), 6 Cours Raphaël Binet, au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,

Maître Hélène LASCEVE-CATHOU, Notaire soussignée, membre de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée dénommée « DYADEIS NOTAIRES », titulaire d'un Office Notarial à RENNES (Ille-et-Vilaine), 6 Cours Raphaël Binet, identifié sous le numéro CRPCEN 35010,

A reçu le présent acte contenant STATUTS DE SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE, à la requête de :

Monsieur Mickaël Franck Patrick **GUIHARD**, agriculteur, et Madame Audrey Michèle Nadine **COLOMBEL**, contrôleuse de gestion, demeurant ensemble à SAINT-GILLES (35590), 21 L'Archerie.

Monsieur est né à RENNES (35000) le 19 juillet 1979,

Madame est née à RENNES (35000) le 10 octobre 1983.

Mariés à la mairie de BOISGERVILLY (35360) le 2 juillet 2005 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Tous deux de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Madame Audrey COLOMBEL épouse GUIHARD est représentée par Monsieur Mickaël GUIHARD, en vertu d'une procuration dont une copie est annexée aux présentes. (Annexe unique)

*Lesquels, ci-après nommés les « **Fondateurs** », ont d'abord déclaré que :*

- Les indications portées aux présentes concernant leur identité sont parfaitement exactes ;
- Il n'existe aucune restriction à leur capacité de s'obliger par suite de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, cessation des paiements, incapacité quelconque.

*Ils ont ensuite établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société civile immobilière, ci-après la « **Société** », qu'ils ont convenu de constituer entre eux.*

TITRE I. –
FORME. OBJET. DÉNOMINATION. SIÈGE. DURÉE. EXERCICE SOCIAL.

Article 1.- Forme

La Société est constituée sous la forme d'une **société civile immobilière**, régie par les articles 1832 et suivants du Code civil, par les décrets pris pour son application, ainsi que par les présents statuts.

Article 2.- Objet social

La Société a pour objet :

- L'acquisition en pleine propriété, nue-propriété ou en usufruit, la gestion, la location et l'administration de tous biens et droits immobiliers ;
- La réalisation de travaux de toute nature dans les biens immobiliers détenus par la Société ;
- L'acquisition ou la souscription de parts ou actions de toutes sociétés immobilières, la gestion, l'administration et la cession de ces parts sociales ou actions ;
- La souscription de tout emprunt ou crédit-bail immobilier pour le financement de l'activité de la Société ou pour la gestion et le développement de son patrimoine ;
- La constitution de toutes sûretés sur les actifs sociaux en garantie des emprunts contractés ;
- À titre exceptionnel, la vente ou l'apport des biens et droits immobiliers et des parts sociales ou actions dont elle est propriétaire ;
- Et plus généralement toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, dès lors que ces actes ou opérations ne portent pas atteinte à la nature civile de cet objet.

Article 3.- Dénomination sociale

La dénomination de la Société est : **A2MTL**.

La dénomination sociale doit figurer sur tous actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Elle doit être précédée ou suivie, de manière lisible, des mots « société civile immobilière » ou des initiales « S.C.I. », ensuite de l'indication du capital social, du siège social, et du numéro d'identification SIREN puis de la mention RCS suivi du nom de la ville du Greffe auprès duquel la société est immatriculée.

Article 4.- Siège social

Le siège de la Société est fixé à : **SAINT-GILLES (35590) – 21 l'Archerie**.

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision collective extraordinaire des associés.

Article 5.- Durée

La durée de la Société est de **quatre-vingt-dix-neuf (99) années** à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée, dans les conditions prévues aux présents statuts.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

À défaut, tout intéressé peut demander au Président du tribunal judiciaire statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

La décision de prorogation est prise à la majorité prévue pour la modification des statuts.

Article 6.- Exercice social

Chaque exercice social a une durée de douze (12) mois, qui commence le 1^{er} janvier d'une année et finit le **31 décembre** de la même année.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés et se terminera le **31 décembre 2026**.

TITRE II. –
APPORTS. CAPITAL SOCIAL.

Article 7.- Formation du capital

Lors de la constitution, les Fondateurs ont consenti à la Société les apports en numéraire suivants :

- Monsieur **Mickaël GUIHARD** :
La somme de six cents Euros 600 €

- Madame **Audrey COLOMBEL épouse GUIHARD** :
La somme de six cents Euros 600 €

Soit au total la somme de mille deux cents Euros1.200 €

Ces sommes ont été intégralement versées par les Fondateurs, dans la caisse sociale, par la comptabilité du notaire soussigné.

Conformément à l'article 1832-2 du Code civil, les Fondateurs, époux communs en biens, sont valablement informés de leur projet respectif de souscrire des parts de la Société avec des deniers communs, l'acceptent expressément et renoncent définitivement à revendiquer la qualité d'associé pour les parts souscrites par leur conjoint.

Article 8.- Capital social

Le capital social est fixé à la somme de **mille deux cents (1.200) EUROS**.

Il est divisé en mille deux cents (1.200) parts sociales, d'une valeur nominale d'un (1) Euro chacune, numérotées de 1 à 1.200, entièrement souscrites et libérées, et réparties entre les associés comme suit :

- Monsieur **Mickaël GUIHARD** :
La pleine propriété de six cents parts sociales..... 600 parts
Numérotées de 1 à 600

- Madame **Audrey COLOMBEL épouse GUIHARD** :
La pleine propriété de six cents parts sociales..... 600 parts
Numérotées de 601 à 1.200

Total égal au nombre de parts composant le capital social :
Mille deux cents parts 1.200 parts

Article 9.- Augmentation du capital

Le capital peut, en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés être augmenté en une ou plusieurs fois par :

1.- La création de parts nouvelles attribuées en représentation d'apports, en numéraire ou en nature. La décision qui procède à l'augmentation en fixe les

modalités (émission au pair ou avec primes, délai de souscription...) ;

2.- L'incorporation au capital de tout ou partie des réserves ou des bénéfices par voie d'élévation de la valeur nominale des parts existantes ou par voie de créations de parts nouvelles.

Article 10.- Réduction du capital

Le capital social peut aussi, en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés, être réduit pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment par voie de remboursement ou de rachat de parts, de réduction de leur montant ou de leur nombre, avec obligation, s'il y a lieu, de cession ou d'achat de parts anciennes pour permettre l'opération. La réduction du capital ne peut, en aucun cas, porter atteinte à l'égalité des associés.

TITRE III. **PARTS SOCIALES**

Article 11.- Représentation des parts

Les parts sociales ne sont pas négociables. Leur propriété résulte seulement des statuts de la société, des actes qui les modifieraient, des cessions et mutations ultérieures, le tout régulièrement consenti, constaté et publié.

Une copie de ces documents, certifiée conforme par la gérance, sera délivrée aux frais de la société, à tout associé qui en fera la demande.

Article 12.- Libération des parts

Toute part sociale représentative d'un apport en nature doit être libérée intégralement au plus tard le jour de l'inscription modificative au registre du commerce et des sociétés, consécutive à l'augmentation de capital intervenue.

La décision des associés relative à une augmentation de capital en numéraire fixe les modalités de libération des parts nouvelles.

Tous versements peuvent être effectués par voie de compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société.

Article 13.- Droits attachés aux parts sociales

1.- Chaque part sociale donne droit dans la propriété de l'actif social à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes. Elle donne droit, ainsi qu'il est dit ci-après, à la répartition des bénéfices et du boni de liquidation.

2.- Les héritiers, légataires, ayants droit ou créanciers d'un associé ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens, valeurs et documents de la société, ni en demander le partage ou la liquidation, ni s'immiscer dans les actes de son administration.

3.- Vis-à-vis des créanciers sociaux, chacun des associés est tenu indéfiniment des dettes sociales conformément aux dispositions de l'article 1857 du Code civil. Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la personne morale.

Article 14.- Indivisibilité des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux.

A défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter, lequel mandataire pourra ne pas être

un associé.

Article 15.- Transfert de parts sociales - Généralités

Tout transfert entre vifs de parts sociales doit être constaté par acte authentique ou sous seing privé. Il n'est opposable à la Société qu'autant qu'il lui aura été signifié par acte d'huissier de justice ou qu'il aura été accepté par elle dans un acte authentique. Il n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et après publication.

Lorsque deux époux sont simultanément membres d'une société, les cessions faites par l'un d'eux à l'autre, pour être valables, doivent résulter d'un acte notarié ou d'un acte sous seing privé ayant acquis date certaine autrement que par le décès du cédant.

Article 16.- Transfert de parts sociales - Agrément

1.- Toutes opérations ayant pour but ou pour conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété, d'usufruit ou de nue-propriété sur une ou plusieurs parts sociales, entre toutes personnes physiques ou morales, entre vifs, sont soumises à l'agrément préalable des associés de la Société, **à l'exception des transferts entre associés ou au profit des descendants des associés qui sont libres.**

2.- L'agrément est de la compétence de la collectivité des associés se prononçant aux conditions des décisions collectives extraordinaires.

3.- A l'effet d'obtenir cette autorisation préalable, l'associé qui désire céder tout ou partie de ses parts sociales doit notifier le projet de cession à la Société et à chacun de ses coassociés en indiquant les nom, prénoms, profession, nationalité et domicile du cessionnaire proposé, le nombre et le prix des parts à céder et demander l'agrément dudit cessionnaire – s'il s'agit d'une personne morale, la notification indique l'identité de ses associés ainsi que le nom des personnes physiques qui en assurent le contrôle ultime.

Dans les quinze (15) jours de la notification du projet de cession à la Société, la gérance doit inviter les associés à statuer sur la demande d'agrément, dans l'une des formes prévues à l'article 36 ci-après.

La décision des associés n'a pas à être motivée. La gérance notifie dans les huit (8) jours le résultat de cette délibération des associés à l'associé cédant.

4.- En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, les associés peuvent se porter acquéreurs des parts du cédant. En cas de pluralité d'offres, ils sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient au jour de la notification du projet de cession.

Si aucun associé ne se porte acquéreur comme dans le cas où les offres ne portent pas sur la totalité des parts dont le projet de cession n'a pas été agréé, la société peut faire acquérir les parts par un tiers désigné, dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, ou peut elle-même procéder au rachat des parts en vue de leur annulation, avec le consentement du cédant.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, l'offre de rachat par la société ainsi que le prix offert, sont notifiés au cédant. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, sans préjudice du droit du cédant de conserver ses parts.

Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant dans un délai de trois (3) mois à compter de la dernière des notifications faites par le cédant, l'agrément à la cession est réputé acquis à moins que les autres associés ne décident, dans ce même délai, la dissolution anticipée de la Société. Le cédant peut toutefois rendre caduque la décision de dissolution en faisant connaître dans le mois de cette décision, qu'il renonce à la cession projetée.

Si la cession est agréée, elle doit être régularisée dans les deux (2) mois de la notification de l'agrément. A défaut de régularisation dans ce délai, le cédant est réputé avoir renoncé à la cession.

Les dispositions ci-dessus sont applicables à tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, soumis à agrément, alors même que la cession aurait eu lieu par voie de fusion ou d'apport ou aux attributions effectuées par une société à l'un de ses associés.

Article 17.- Dissolution et liquidation d'une communauté de biens

En cas de dissolution et de liquidation de la communauté de biens existant entre un associé et son conjoint par suite de divorce, séparation de corps ou de biens et, d'une manière générale, pour une cause quelconque de leur vivant, l'attribution de parts sociales dépendant de la communauté au conjoint, qui ne possédait pas la qualité d'associé, doit être agréée dans les conditions prévues à l'article 16 des statuts. En cas de refus d'agrément, celui des conjoints figurant seul en nom dans les statuts de la société et ayant donc seul la qualité d'associé, garde cette qualité pour la totalité des parts sociales dépendant de la communauté dissoute, à charge par lui de procéder par d'autres attributions éventuelles au règlement nécessaire des droits de son conjoint ou ex-conjoint.

Article 18.- Dissolution et liquidation d'une personne morale

La dissolution, pour quelque cause que ce soit, d'une personne morale ayant la qualité d'associé, est assimilée au décès d'un associé personne physique. En conséquence, les parts sociales appartenant à la personne morale dissoute ne pourront être transmises, lors de sa liquidation, à quelque personne que ce soit, qu'après autorisation préalable des associés, dans les conditions prévues à l'article 16 ci-dessus.

Article 19.- Décès d'un associé

1.- La transmission de parts sociales pour cause de décès intervient selon les règles fixées à l'article 16.

La Société n'est pas dissoute par le décès d'un associé personne physique, mais se poursuit entre les associés survivants et le ou les ayants-droits de l'associé décédé (son conjoint, ses descendants ou autres héritiers) dûment agréés, si besoin est.

Les ayants-droits de l'associé décédé doivent justifier de leur qualité dans les trois (3) mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire.

Dans les quinze (15) jours de la production de ces pièces, les associés statuent sur l'agrément du ou des ayants droit, si celui-ci est requis.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément doit être constatée dans un procès-verbal ou dans un acte. Ce procès-verbal ou cet acte est notifié à chacun des membres de la succession dans l'une des formes de l'article 36 ci-après.

2.- En cas de refus d'agrément en qualité d'associés des héritiers ou ayants droit d'un associé décédé, les associés survivants sont dans l'obligation : (i) soit d'acquérir eux-mêmes la totalité des parts sociales dépendant de la succession ouverte, (ii) soit de les faire acquérir par un ou plusieurs tiers, (iii) soit encore de les faire racheter par la Société à titre de réduction de son capital social.

La valeur des parts concernées est déterminée au jour du décès dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Quelle que soit la solution choisie par les associés survivants, elle doit être définitive et avoir été notifiée à chacun des membres de la succession dans le délai maximal de trois (3) mois à compter de la date du refus d'agrément constaté par acte ou par procès-verbal ; à défaut de quoi, l'agrément de tous ces derniers est considéré comme donné et la transmission des parts dépendant de la succession ouverte s'opère à leur profit.

Article 20.- Retrait

1.- Tout associé qui entend se retirer de la Société, totalement ou partiellement, doit

arguer d'un juste motif. Le retrait exige l'accord des associés donné par décision collective extraordinaire.

La révocation du gérant n'est pas une cause légitime de retrait ni pour ce dernier, ni pour un associé.

2.- L'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses droits sociaux fixée, à défaut d'accord amiable, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. À défaut d'accord entre les parties, la requête sollicite également le président du tribunal compétent sur l'échéancier de règlement des droits sociaux de l'associé retrayant.

L'associé qui se retire ne peut prétendre à la reprise du bien qu'il a apporté et qui se retrouve encore en nature dans l'actif social, cette reprise ne pouvant s'exercer qu'après la dissolution et la liquidation de la Société.

Article 21.- Nantissement

1.- Le nantissement des parts sociales doit être effectué par acte authentique ou sous seing privé, signifié à la Société ou accepté par elle dans un acte authentique. Il n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement des formalités de publicité requises. Tout projet de nantissement doit être soumis à l'agrément des associés de la Société dans les mêmes conditions que les projets de cessions de parts visées à l'article 16 des présentes. Le consentement au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales si cette réalisation est notifiée un (1) mois avant la vente, aux associés et à la Société.

2.- Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq (5) jours à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté, ils sont, sauf convention contraire intervenue entre eux, réputés acquéreurs en proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement. Si aucun membre de la société n'exerce cette faculté, la Société peut elle-même racheter les parts en vue de leur annulation.

3.- Lorsque les associés de la Société n'ont pas donné leur consentement au nantissement ou lorsque l'associé débiteur a omis de leur notifier ce nantissement, la mise en vente des parts nanties doit être notifiée à la Société et aux associés un (1) mois avant la vente. Dans ce délai, les associés peuvent décider soit de l'acquisition des parts dans les conditions prévues à l'article 16 ci-dessus, soit de la dissolution de la Société. Si la vente forcée a lieu, les associés ou la Société elle-même peuvent exercer la faculté de substitution, conformément au paragraphe 2 ci-dessus. Le non exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

TITRE IV. GÉRANCE

Article 22.- Nomination de la gérance

1.- La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, personnes physiques ou morales, désignés pour une durée déterminée ou non, par décision collective ordinaire des associés.

2.- Si, pour quelque cause que ce soit, la Société se trouve dépourvue de gérant, tout associé peut demander au Président du tribunal compétent statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants. Si la société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au tribunal de prononcer la dissolution de la société.

Article 23.- Fin des fonctions de la gérance

Un gérant peut démissionner, mais seulement pour cause légitime.

Les associés peuvent mettre fin avant terme aux fonctions d'un gérant par décision collective extraordinaire des associés ; le gérant, s'il est associé, prenant part au vote. La révocation peut également intervenir par voie de justice pour cause légitime à la demande de tout associé.

Tout gérant révoqué sans motif légitime a droit à des dommages-intérêts.

La révocation d'un gérant, s'il est associé, ne lui ouvre pas droit à retrait de la société.

Article 24.- Pouvoirs de la gérance

1.- Dans leurs rapports entre eux ou avec les associés, le ou les gérants pourront accomplir tous les actes que demande l'intérêt de la Société.

Il pourra notamment décider seul la dissolution anticipée d'une société filiale dont la Société détiendrait la totalité du capital et des droits de vote.

2.- Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants engage la Société par les actes entrant dans l'objet social. En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux exerce séparément ces pouvoirs, sauf le droit de chacun des autres de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue. Mais l'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

3.- Un gérant peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés, sauf à prendre toutes mesures nécessaires pour le respect des dispositions de l'article 24.1 ci-dessus.

Article 25.- Responsabilité de la gérance

La responsabilité des gérants est engagée dans les conditions de droit commun définies pour les sociétés civiles.

Indépendamment de la responsabilité qu'il encourt s'il est associé, chaque gérant est responsable individuellement envers la Société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Le ou les gérants doivent consacrer tout le temps et tous les soins nécessaires aux affaires de la société.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités, civile et pénale, que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

TITRE V. – DÉCISIONS COLLECTIVES

Article 26.- Forme

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée. Toutes autres décisions peuvent être prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite.

Les décisions collectives peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte dont un exemplaire s'il est sous seing privé, ou sa copie authentique s'il est notarié, est conservé par la Société. Un acte n'est opposable à la Société que lorsque la gérance en a eu connaissance.

Article 27.- Objet des décisions

Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.
 Les décisions extraordinaires sont celles qui modifient les statuts. Ce sont aussi celles qui interviennent dans certains domaines définis par les présents statuts.
 Toutes les autres décisions sont de nature ordinaire.

Article 28.- Modalités des décisions

1.- Les règles de convocation, de délibération et d'information des associés obéissent aux prescriptions du Code civil et du décret du 3 juillet 1978.

2.- Tout associé peut se faire représenter aux décisions collectives par un autre associé, par son conjoint ou son partenaire pacsé, porteur d'un mandat écrit.

3.- Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par **un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social**. Cette majorité est irréductible, de sorte qu'elle ne peut être réduite sur deuxième convocation ou plus.

4.- Les décisions collectives extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées par **un ou plusieurs associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social**. Cette majorité est irréductible, de sorte qu'elle ne peut être réduite sur deuxième convocation ou plus.

5.- Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

TITRE VI. **COMPTES SOCIAUX. BÉNÉFICES. AFFECTATIONS. PERTES**

Article 29.- Comptabilité. Comptes sociaux

La Société procède à l'enregistrement comptable des opérations sociales en conformité des usages dans l'activité exercée.

A la clôture de l'exercice, la gérance dresse les comptes permettant de dégager le résultat et établit le rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé et comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et les pertes encourues ou prévues.

Ce rapport, les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et tous autres documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par simple lettre, quinze (15) jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Ces mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus à la disposition des associés au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

Les associés sont réunis dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice pour statuer sur les comptes dudit exercice.

Article 30.- Répartition des bénéfices et des pertes

1.- Les produits de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges, y compris tous amortissements et provisions destinés à faire face à des pertes ou des charges probables, constituent le bénéfice net ou les pertes de l'exercice.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.

Après approbation du rapport de la gérance, ce bénéfice distribuable est à la disposition des associés et réparti à proportion des droits de chacun d'eux dans le capital social. Il peut, pareillement, sur proposition de la gérance, être affecté, en tout ou en partie, à toutes réserves générales ou spéciales dont les associés décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu, ou encore être reporté à nouveau.

Si les comptes d'un exercice social se soldent par une perte, il appartient alors aux associés, statuant par décision ordinaire, soit de reporter à nouveau cette perte sur le ou les exercices suivants en vue d'être amortie par les premiers bénéfices ultérieurs, soit de la faire supporter par eux immédiatement, selon toutes modalités qu'ils jugent opportunes.

Article 31.- Comptes courants d'associés

Les associés peuvent, avec le consentement de la gérance, laisser ou verser leurs fonds disponibles dans les caisses de la société en compte de dépôt ou en compte courant.

Les conditions d'intérêts et de fonctionnement de ces comptes sont fixées par décision collective ordinaire des associés.

TITRE VII. – DISSOLUTION. LIQUIDATION

Article 32.- Dissolution

Les associés peuvent, à toute époque, par décision collective extraordinaire, prononcer la dissolution anticipée de la Société.

La Société n'est pas dissoute de plein droit par le décès, l'incapacité, la déconfiture, la faillite personnelle, la liquidation des biens, le règlement ou le redressement judiciaire d'un associé, ni par la cessation des fonctions du ou des gérants.

Dans le cas où la Société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au tribunal la dissolution anticipée de la Société.

Article 33.- Désignation du liquidateur

Lors de la dissolution de la Société, les associés désignent un ou plusieurs liquidateurs, qui peuvent être les gérants en exercice lors de la survenance de la dissolution, à moins que celle-ci ne résulte d'une décision judiciaire, auquel cas le liquidateur est désigné par décision de justice.

La nomination des liquidateurs est publiée conformément aux dispositions réglementaires.

Article 34.- Opérations de liquidation

Les liquidateurs, s'ils sont plusieurs, agissent ensemble ou séparément. Chaque liquidateur représente la société dans ses relations avec les tiers. Il dispose de tous pouvoirs pour céder tous éléments d'actif, à l'amiable ou autrement, en bloc ou isolément, selon toutes conditions de prix et de règlement jugées opportunes ; il poursuit s'il le juge opportun les affaires en cours lors de la dissolution jusqu'à leur bonne fin mais il ne peut, sans autorisation de la collectivité des associés, en entreprendre de nouvelles.

Il reçoit tous règlements, donne valable quittance, paie les dettes sociales, consent tous arrangements, compromis, transactions et plus généralement fait tout ce qui est nécessaire pour la bonne fin des opérations de liquidation.

Le liquidateur ou les liquidateurs, agissant ensemble, rendent compte aux associés de l'accomplissement de leur mission une fois par an sous forme d'un rapport écrit décrivant les diligences effectuées pendant l'année écoulée.

Toutes décisions, notamment relatives au mode de liquidation et à la nomination d'un ou plusieurs liquidateurs, sont prises dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

Tous pouvoirs sont conférés aux liquidateurs pour opérer, en espèces, le remboursement des apports et la répartition entre associés du boni de liquidation.

Article 35.- Partage

Le produit net de la liquidation, après extinction du passif et des charges de la société, est affecté au remboursement des droits des associés dans le capital social. Le solde, ou boni, est réparti entre les associés dans la même proportion que leur participation aux bénéfices.

Il est fait application des règles concernant le partage des successions, y compris l'attribution préférentielle.

Cependant tout bien apporté qui se retrouve en nature dans la masse partagée est attribué, sur sa demande et à charge de soulte s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

TITRE VIII. – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 36.- Notification

Toute notification en vertu des dispositions des présents statuts sera valablement effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, par acte extrajudiciaire ou par lettre remise contre récépissé.

Article 37.- Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de vie de la Société ou lors de sa liquidation, entre la Société, ses associés ou ses dirigeants, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

Article 38.- Régime fiscal de la Société et dispositions fiscales diverses

1.- La Société sera soumise au régime fiscal des sociétés de personnes, conformément aux dispositions de l'article 8 du Code Général des Impôts.

2.- Les associés s'engagent, pour le compte de la Société, à communiquer à l'administration fiscale française, sur sa demande, et pour chacune des années pour lesquelles ces renseignements seront demandés par cette administration, en application des dispositions de l'article 990 E du Code Général des Impôts :

- la situation, la consistance et la valeur des immeubles situés en France et possédés directement ou par personne interposée par la Société au 1er janvier ;
- l'identité et l'adresse des associés à la même date ;
- le nombre de parts détenues par chacun d'eux.

Ils s'engagent également à faire parvenir à l'administration fiscale française, sur sa demande, la justification de la résidence des associés à la même date.

Le tout afin de n'avoir pas à supporter les dispositions de l'article 990 D du Code Général des Impôts aux termes desquelles les personnes morales, qui, directement ou par personne interposée, possèdent un ou plusieurs immeubles situés en France ou sont titulaires de droits réels portant sur ces biens sont redevables d'une taxe annuelle égale à 3 % de la valeur vénale de ces immeubles ou droits.

3.- Les associés déclarent être informés que la cession de parts de la Société dans les trois (3) ans de la réalisation d'un apport en nature dont elles sont la représentation s'analyse fiscalement en une cession des biens eux-mêmes et ce en application des dispositions de l'article 727 du Code Général des Impôts.

4.- Les associés déclarent être informés que la taxation de la société à l'impôt sur les sociétés serait automatique si les recettes de nature commerciale venaient à excéder dix pour cent (10%) du montant des recettes totales hors taxes, et ce aux termes de la doctrine fiscale actuelle (BOI-IS-CHAMP-10-30 §320).

Article 39.- Nomination de la première gérance

Monsieur **Mickaël GUIHARD** et Madame **Audrey COLOMBEL épouse GUIHARD** sont désignés en qualité de premiers gérants de la Société, pour une durée indéterminée à compter de ce jour.

Ils interviennent aux présentes à l'effet de déclarer accepter lesdites fonctions et qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de son mandat.

Article 40.- Personnalité morale – Pouvoirs

1.- La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

2.- Tous pouvoirs sont conférés à la gérance et aux porteurs des copies authentiques ou extraits conformes des pièces constitutives à l'effet d'accomplir toutes formalités légales ou réglementaires, afférentes à l'immatriculation de la Société, ou d'en requérir l'accomplissement.

3.- La gérance est expressément habilitée à l'effet de souscrire, dès ce jour, au nom et pour le compte de la Société en cours d'immatriculation, les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social. L'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés emportera reprise de plein droit par elle desdits engagements.

4.- A compter de l'immatriculation, il est expressément donné mandat à la gérance de réaliser, au nom et pour le compte de la Société, les actes suivants :

- Acquérir un bien immobilier sis 3 place de l'Eglise Saint Martin – 35850 ROMILLÉ ;
- Contracter un ou plusieurs emprunts auprès de tous établissements bancaires pour le financement de l'acquisition mentionnée ci-dessus ;
- Consentir toutes sûretés sur les actifs sociaux pour garantir le remboursement du ou des emprunts susvisés ;
- Ouvrir un compte bancaire au nom de la Société ;
- Et plus généralement faire tous autres actes entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social.

Article 41.- Bénéficiaires effectifs

Aux termes des dispositions de l'article L 561-2-2 du Code monétaire et financier et du décret numéro 2017-1094 du 12 juin 2017 ainsi que de l'ordonnance n°2020-115 du 12 février 2020, la Société devra déposer lors de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés les informations relatives aux « bénéficiaires effectifs » ainsi qu'aux modalités de contrôle qu'ils exercent sur la Société.

Article 42.- Enregistrement

Conformément aux dispositions de l'article 635 1 1° du Code général des impôts, le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement dans le mois de sa date.

Article 43.- Frais

Les frais, droits et honoraires des présents statuts sont à la charge de la Société, portés aux frais généraux dès le premier exercice social et avant toute distribution de bénéfice.

Article 44.- Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes, les Fondateurs font élection de domicile au siège social de la Société.

Article 45.- Mention sur la protection des données personnelles

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- Les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- Les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- Les établissements financiers concernés,
- Les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- Le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- Les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : dpo.not@adnov.fr

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

Article 46.- Formalisme lié aux annexes

Les annexes font partie intégrante de la minute.

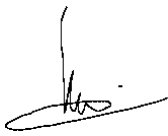
L'acte étant établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.

Et lecture faite, les Fondateurs ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Puis le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

M. GUIHARD Mickaël agissant en son nom et en qualité de représentant a signé à RENNES le 24 avril 2026	
et le notaire Me LASCEVE CATHOU HELENE a signé à RENNES L'AN DEUX MILLE VINGT SIX LE VINGT QUATRE AVRIL	

POUVOIR

Madame Audrey Michèle Nadine **COLOMBEL** épouse de Monsieur Mickaël Franck Patrick GUIHARD,
Demeurant à SAINT-GILLES (35590), 21 l'Archerie,
Née à RENNES (35000), le 10 octobre 1983,
Mariée à la mairie de BOISGERVILLY (35360) le 2 juillet 2005 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.
Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.
De nationalité française.

Désignée ci-après sous le vocable le « **Mandant** ».

MANDAT

Le Mandant constitue, par les présentes, pour Mandataire spécial :

- Monsieur Mickaël GUIHARD, né le 19 juillet 1979, son époux.
- ou à défaut tout clerc ou collaborateur de la société **DYADEIS NOTAIRES**, titulaire d'un Office Notarial à RENNES (35000), 6 cours Raphaël Binet, avec faculté d'agir ensemble ou séparément,

Avec pouvoir d'**intervenir à la constitution d'une société** dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Forme : société civile immobilière

Dénomination : A2MTL (ci-après désignée la « **Société** »)

Objet :

- L'acquisition en pleine propriété, nue-propriété ou en usufruit, la gestion, la location et l'administration de tous biens et droits immobiliers ;
- La réalisation de travaux de toute nature dans les biens immobiliers détenus par la Société ;
- L'acquisition ou la souscription de parts ou actions de toutes sociétés immobilières, la gestion, l'administration et la cession de ces parts sociales ou actions ;
- La souscription de tout emprunt ou crédit-bail immobilier pour le financement de l'activité de la Société ou pour la gestion et le développement de son patrimoine ;
- La constitution de toutes sûretés sur les actifs sociaux en garantie des emprunts contractés ;
- À titre exceptionnel, la vente ou l'apport des biens et droits immobiliers et des parts sociales ou actions dont elle est propriétaire ;
- Et plus généralement toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, dès lors que ces actes ou opérations ne portent pas atteinte à la nature civile de cet objet.

Durée : 99 ans.

Siège social : SAINT-GILLES (35590) – 21 l'Archerie.

Exercice social : du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Capital social : Mille deux cents (1.200) Euros, divisé en mille deux cents (1.200) parts sociales, d'une valeur nominale d'un (1) Euro chacune.

Gérance : Monsieur Mickaël GUIHARD et Madame Audrey COLOMBEL épouse GUIHARD, demeurant ensemble à SAINT-GILLES, 21 l'Archerie.

Modalités des décisions :

Les décisions collectives **ordinaires** doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

Les décisions collectives **extraordinaires** ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant au moins les trois quart (3/4) du capital social.

Agrément : Toutes opérations ayant pour but ou pour conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété, d'usufruit ou de nue-propriété sur une ou plusieurs parts sociales, entre toutes personnes physiques ou morales, entre vifs, sont soumises à l'agrément préalable des associés la Société, **à l'exception des transferts entre associés ou au profit des descendants des associés qui sont libres.**

Régime fiscal : Régime fiscal des sociétés de personnes, conformément aux dispositions de l'article 8 du Code Général des Impôts.

A L'EFFET DE :

- 1°) Consentir à la Société un apport en numéraire d'une somme de 600 Euros ;
- 2°) Se faire attribuer, en rémunération de cet apport, la pleine propriété de six cents (600) parts, numérotées de 601 à 1.200 ;
- 3°) Agréer et signer les statuts dont le Mandant déclare avoir parfaite connaissance, et s'obliger aux conditions et règlements stipulés au pacte social ;
- 4°) Désigner Monsieur Mickaël GUIHARD et Madame Audrey COLOMBEL épouse GUIHARD en qualité de premiers gérants de la Société pour une durée indéterminée ;
- 5°) Accepter les fonctions de gérant de la Société ;
- 6°) Donner tous pouvoirs à la gérance de souscrire, dès la signature des statuts, au nom et pour le compte de la Société en cours d'immatriculation, les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social ;
- 7°) Donner tous pouvoirs à la gérance de réaliser, à compter de l'immatriculation, les actes suivants, au nom et pour le compte de la Société :
 - Ouvrir un compte bancaire au nom de la Société ;
 - Et plus généralement faire tous autres actes entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social.
- 8°) Faire toutes démarches quant à la publication des statuts auprès des différents organismes fiscaux et sociaux et quant à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et, plus généralement, faire tout ce qui sera utile et nécessaire.

Pluri représentation

Le Mandant autorise dès à présent le Mandataire à déroger au principe édicté par l'alinéa premier de l'article 1161 du Code civil qui dispose qu'en matière de représentation des personnes physiques, un représentant ne peut agir pour le compte de plusieurs parties au contrat en opposition d'intérêts ni contracter pour son propre compte avec le représenté.

Décharge de mandat

A la suite de cette opération, le Mandataire sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura fait en vertu du présent mandat par le seul fait de la signature de l'acte, lequel s'il ne contient aucune réserve autre que celle pouvant être incluse aux présentes emportera de plein droit la décharge du Mandataire, sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial.

Projet d'acte

Le Mandant déclare avoir eu communication du projet des statuts constitutifs de la Société préalablement aux présentes et l'approuver expressément.

Madame Audrey **COLOMBEL** épouse **GUIHARD**

Signé le 20-04-2026

Audrey COLOMBEL

✓ Certifié par  yousign

Procuration Audrey COLOMBEL – Constitution A2MTL

ID 0b335b2c-9c2a-4793-80f3-7f5731916e10

Sending date 2026-04-20 12:24:11 UTC +02:00 | Expiration date 2026-05-20 23:59:59 UTC +02:00

All dates and times in this document are displayed in the sender's time zone.

Signed by
Audrey COLOMBEL

✓ Certified by  yousign

DYADEIS - DYADEIS NOTAIRES

Sender



Type User
ID 1569046f-f451-430b-a6e4-1291e37994a8
First name Guilbaud
Last name DE MAILLE
Email address guilbaud.demaille.35010@notaires.fr
Phone number +33299674842
Organization DYADEIS
Workspace DYADEIS NOTAIRES
IP address 157.143.169.244

Signer

Signer

First name Audrey
Last name COLOMBEL
ID a5acb509-9d0e-4fd6-a019-6980592a74af
Email address audrey.guihard@wanadoo.fr
Phone number +33620180503
IP address 41.224.4.81

Identification

Mode
Managed by identity verification provider
Provider
Netheos
ID check
PASSPORT
Identification ID
019daaaf-0c77-79cf-b16a-e53c8235ee9e
Identification validated at
2026-04-20 13:38:14 UTC +02:00
Identity documents origin
Provided via Yousign App by The Signer

Authentication

Mode
sms
OTP code
437182
Authentication validated at
2026-04-20 13:38:25 UTC +02:00

Signature

Signature context
Signed via the link sent to the signer's email address
Consent given at 2026-04-20 13:38:32 UTC +02:00
Signature process completed at 2026-04-20 13:38:39 UTC +02:00

Electronic Signature Level

Level
Advanced electronic signature

Terms of use
Validated at 2026-04-20 13:37:56 UTC +02:00 by the signer (checkbox) before accessing to the signature step.
"I have read and agree to the Yousign e-signature terms and conditions" version e18681fc-6700-4a29-8b52-6db206b54c85

Certificate request
Confirmed at 2026-04-20 13:37:56 UTC +02:00 before accessing the signature step.

Document #1

Procuration Audrey COLOMBEL - Constitution A2MTL.pdf

Procuration Audrey COLOMBEL - Constitution A2MTL.pdf

ID	Initial hash (sha256)	Initial mime type	Mime type
8920df3d-67dc-42d3-8466-24afd5853f03	1c42556f39bfcff74fb43b17ed9b4b0c94077488fdf631d8d7a3e18bce858dc0	application/pdf	application/pdf

Signature #1 Signed by Audrey COLOMBEL

Hash (sha256)	Qualified timestamp
f7993d54e94b26a997eb94e3c63ebe0171447d937cafe0d69acce5f71a600db	No

Certificate

DN	Generated at
CN=Audrey COLOMBEL, C=FR, givenName=Audrey, surname=COLOMBEL, 2.5.4.97=, OU=, serialNumber=2026-04-20 13:38:36:832	2026-04-20 13:38:37 UTC +02:00
Hash (sha256)	OID
ac254b8a8dc1ecdf26ed060773253aa8c8a83befd02fee071928ec4e1fea8a67	1.2.250.1.302.1.17.1.0

Document #2

Déclaration de non condamnation et de filiation (DNC).pdf

Déclaration de non condamnation et de filiation (DNC).pdf

ID	Initial hash (sha256)	Initial mime type	Mime type
75b0aa76-1894-4ead-8cfa-c5e610a8364e	0bfabb470d30d723ed45c5f9b54bb150ccab4f7393e3c90dec848d9b5c78bb4b	application/pdf	application/pdf

Signature #1 Signed by Audrey COLOMBEL

Hash (sha256)	Qualified timestamp
7018f871ff394e1ba0b2debc88d387e791ae5aec9aac5c6237b87f2de270d74	No

Certificate

DN	Generated at
CN=Audrey COLOMBEL, C=FR, givenName=Audrey, surname=COLOMBEL, 2.5.4.97=, OU=, serialNumber=2026-04-20 13:38:36:832	2026-04-20 13:38:37 UTC +02:00
Hash (sha256)	OID
ac254b8a8dc1ecdf26ed060773253aa8c8a83befd02fee071928ec4e1fea8a67	1.2.250.1.302.1.17.1.0

Document #3

Autorisation de domiciliation A2MTL.pdf

Autorisation de domiciliation A2MTL.pdf

ID	Initial hash (sha256)	Initial mime type	Mime type
ee7f0e26-83f7-4638-afba-4079ef70bfc6	ab289188d1591a26891f2237d217cef8ae05a1b9cc40c6aa0ff718eef523d79b	application/pdf	application/pdf

Signature #1 Signed by Audrey COLOMBEL

Hash (sha256)	Qualified timestamp
256f6260be00ee0654bc8058677e0ac8827a87c88ce434dc01e55a4555b47191	No

Certificate

DN	Generated at
CN=Audrey COLOMBEL, C=FR, givenName=Audrey, surname=COLOMBEL, 2.5.4.97=, OU=, serialNumber=2026-04-20 13:38:36:832	2026-04-20 13:38:37 UTC +02:00
Hash (sha256)	OID
ac254b8a8dc1ecdf26ed060773253aa8c8a83befd02fee071928ec4e1fea8a67	1.2.250.1.302.1.17.1.0

Liste des annexes :

- Procuration Audrey COLOMBEL - A2MTL

POUR COPIE AUTHENTIQUE

Générée sur support électronique depuis le Minutier Central Electronique
des Notaires de France par le notaire qui a apposé sa signature
électronique qualifiée.

Et certifiée conforme à l'acte authentique déposé sous le numéro
33501020261383665



Signée par :
LASCEVE CATHOU HELENE
(3350100007)
Signée le :
24/04/2026 à 11:51:44.